

CONTRAT D'ASSURANCE SUR LA VIE AFER EUROPEADHÉSION N°

Merci de compléter ce formulaire et de répondre à toutes les questions pour chaque versement

Page 1/2

Les informations ci-après sont recueillies en application de la loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces.

1 L'ADHÉRENT(E)Je soussigné(e) Monsieur Madame

Nom : Prénom :

Nom de naissance : Né(e) le :

À (ville, pays) : Nationalité :

Adresse de résidence fiscale :

Code Postal : Ville : Pays :

Téléphone : E-mail : Vie privée⁽²⁾ Oui NonSituation professionnelle (1 seul choix possible) : Salarié(e)/Fonctionnaire Indépendant Pensionné(e) Sans activité

Profession (dernière en cas de pensionné(e)) :

Code CSP⁽¹⁾ : Secteur d'activité⁽¹⁾ : Personne Politiquement Exposée⁽²⁾ : Oui Non Entourage proche

Si oui, fonction exercée : Date de cessation (le cas échéant) / lien avec PPE :

(1) Cf. Annexe 1 « Nomenclatures CSP et Secteurs d'activité »

(2) Cf. Annexe 2 « Personne Politiquement Exposée, Vie privée »

2 VERSEMENT COMPLEMENTAIRE

En cas d'avance en cours, les fonds serviront en priorité à rembourser l'avance.

Montant du versement en euros : € (Minimum € 150).

Le règlement sera effectué par virement sur le compte bancaire N° : BE76 6881 0046 2295

Titulaire de compte : Abeille Vie S.A. d'Assurances Vie et Capitalisation auprès de Société Générale.

Pays de provenance du paiement (pays de résidence du payeur)

 Belgique Etranger (hors état ou territoire non coopératif) Etat ou territoire non coopératifPréciser l'origine, le montant et la date de la transaction de l'épargne investie **dès le 1^{er} euro versé** :

(ex : comptes d'épargne, réception donation, héritage, vente de valeurs mobilières, vente d'un fonds de commerce etc.)

ORIGINE	MONTANT	DATE DE LA TRANSACTION (mois/année)
	€	
	€	
	€	

3 CHOIX D'INVESTISSEMENT

La répartition choisie sera effectuée après prélèvement des frais de versement et de la taxe sur le versement. Sans choix de répartition spécifique, votre versement sera intégralement investi dans le Fonds Garanti.

FONDS GARANTI	<input type="text"/>	%
AFER PATRIMOINE D	<input type="text"/>	%
AFER DIVERSIFIÉ DURABLE ISR D	<input type="text"/>	%
AFER SFER D	<input type="text"/>	%
AFER OBLIG MONDE ENTREPRISES D	<input type="text"/>	%
AFER ACTIONS MONDE D	<input type="text"/>	%
AFER ACTIONS AMÉRIQUE D	<input type="text"/>	%
AFER MARCHÉS ÉMERGENTS D	<input type="text"/>	%
AFER ACTIONS EURO ISR D	<input type="text"/>	%

Je reconnais avoir reçu et pris connaissance des Prospectus Simplifiés / DICI visés par l'autorité des marchés financiers des OPCVM que j'ai sélectionnés, auxquels étaient joints, s'il s'agit d'OPCVM nourriciers les Prospectus Simplifiés / DICI des OPCVM maîtres correspondants.

J'ai bien noté que je peux obtenir communication des derniers prospectus simplifiés / DICI des OPCVM éligibles au contrat sur simple demande à l'adresse postale de l'assureur ou sur le site internet www.afer-europe.com

Paraphe de l'adhérent(e) ou du mandataire



4 PAYEUR

- Le paiement est effectué à partir du compte bancaire de l'adhérent. *(Si oui, cochez et continuez à étape 5)*
- Le paiement est effectué par un tiers payeur **(uniquement autorisé pour les parents/grands-parents des enfants mineurs)**.

Identité et adresse du titulaire du compte à partir duquel est effectué le versement (seulement pour les tiers payeurs) :

Monsieur Madame

Nom : Prénom :

Nom de naissance : Né(e) le :

À (ville, pays) : Nationalité :

Situation professionnelle (1 seul choix possible) : Salarié(e)/Fonctionnaire Indépendant Pensionné(e) Sans activité

Profession (dernière en cas de pensionné(e)) :

Code CSP⁽¹⁾ : Secteur d'activité⁽¹⁾ : Personne Politiquement Exposée⁽²⁾ : Oui Non Entourage proche

Si oui, fonction exercée : Date de cessation (le cas échéant) / lien avec PPE :

(1) Cf. Annexe 1 « Nomenclatures CSP et Secteurs d'activité » (2) Cf. Annexe 2 « Personne Politiquement Exposée, Vie privée »

5 PIÈCES JUSTIFICATIVES À FOURNIR*

- Une copie de la pièce d'identité en cours de validité
- Une copie du relevé bancaire BIC/IBAN ou de la carte bancaire
- Une copie d'un justificatif de domicile de moins de six mois
- Formulaire Recueil de vos Exigences et de vos Besoins

En cas de versement par un tiers payeur (à joindre obligatoirement) :

- Une copie de la pièce d'identité du tiers payeur en cours de validité
- Un justificatif du lien de parenté avec l'adhérent

***Remarque** : Si les documents à fournir se trouvent déjà en possession d'Abeille Vie et sont toujours en cours de validité, il n'est pas nécessaire de les joindre à ce document. Le Recueil de vos Exigences et de vos Besoins est valable pendant cinq ans.

6 LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME

Dans le cadre de la réglementation en matière de lutte anti-blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, lors de l'examen du dossier et en dehors des cas susvisés, Abeille Vie peut, à tout moment, demander la communication de pièces complémentaires, par exemple :

- Une copie des justificatifs d'origine des fonds (précisions en annexe 3)

Abeille Vie

Siège social : 70 avenue de l'Europe 92270 Bois-Colombes - 732 020 805 RCS Nanterre
Société Anonyme d'Assurances Vie et de Capitalisation
Société anonyme de droit français, (Abeille Vie), apériteur
Entreprise régie par le code français des assurances au capital de € 1 205 528 532,67
Succursale belge : Avenue Louise 231, 1050 Bruxelles - RPM Bruxelles - BCE 808.167.178.

Abeille Epargne Retraite

Siège social : 70 avenue de l'Europe 92270 Bois-Colombes - 378 741 722 RCS Nanterre
Société anonyme de droit français, (Abeille Epargne Retraite)
Entreprise régie par le code français des assurances au capital de € 553 879 451
Succursale belge : Avenue Louise 231, 1050 Bruxelles - RPM Bruxelles - BCE 808.197.268.

J'adresse ma demande à :

Abeille Vie Succursale Belge
Avenue Louise 231 - 1050 Bruxelles
Email : afer-europe@abeille-assurances.fr
Tél : 02/627 47 00

Fait à : Date :/...../.....

Signature de l'adhérent(e) ou du mandataire

ANNEXE 1 – Nomenclatures CSP et Secteurs d'activité

Nomenclature des secteurs d'activité (SA)

Code SA	Libellé SA	Code SA	Libellé SA
01	Action sociale	21	Industrie agro-alimentaire
02	Activités culturelles, sportives et spectacles	22	Industrie biens d'équipement, de consommation domestiques
03	Activités immobilières	23	Industrie biens d'équipement, de consommation industriels
04	Agriculture, marine, pêche, exploitation forestière	24	Industrie chimique, pharmaceutique
05	Armée, Police	25	Industrie, collecte et valorisation des déchets
06	Artisanat	26	Industrie des métaux
07	Audit, comptabilité et gestion	27	Industrie du bois
08	Banques et assurances	28	Industrie du plastique
09	Commerce détail	29	Industries autres
10	Commerce et réparation automobiles	30	Informatique, télécommunication, téléphonie, web, hifi
11	Commerce grande distribution	31	Professionnels de la santé (médecins généralistes et spécialistes, dentistes)
12	Commerce gros	32	Professionnels de la santé (biologie, pharmacie)
13	Communication, Information, média	33	Professionnels de la santé autres (paramédical, kinésithérapeute, infirmier, ...)
14	Construction (BTP)	34	Professions juridiques
15	Énergies et eau (extraction, traitement, distribution)	35	Religion
16	Enseignement, formation	36	Sans activité professionnelle
17	Études et recherche	37	Services aux entreprises
18	Fonctions publiques	38	Services aux particuliers
19	Hôtel, restaurant, brasserie, café	39	Tourisme
20	Humanitaire	40	Transports et logistiques

Nomenclature des codes socio-professionnels (CSP)

SALARIÉ

Code CSP	Libellé CSP	Code CSP	Libellé CSP
33	Cadres de la fonction publique	52	Employés civils et agents de service de la fonction publique
34	Professeurs, professions scientifiques	53	Policiers et militaires
35	Professions de l'information, des arts et des spectacles	54	Employés administratifs d'entreprise
37	Cadres administratifs et commerciaux d'entreprise	55	Employés de commerce
38	Ingénieurs et cadres techniques d'entreprise	56	Personnels des services directs aux particuliers
42	Professeurs des écoles, instituteurs et assimilés	62	Ouvriers qualifiés de type industriel
43	Professions intermédiaires de la santé et du travail social	63	Ouvriers qualifiés de type artisanal
44	Clergé, religieux	64	Chauffeurs
45	Professions intermédiaires administratives de la fonction publique	65	Ouvriers qualifiés de la manutention, du magasinage et du transport
46	Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises	67	Ouvriers non qualifiés de type industriel
47	Techniciens	68	Ouvriers non qualifiés de type artisanal
48	Contremaîtres, agents de maîtrise	69	Ouvriers agricoles

INDÉPENDANT

Code CSP	Libellé CSP
10	Agriculteurs exploitants
21	Artisans
22	Commerçants et assimilés
23	Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus
24	Chefs d'entreprise moins de 10 salariés
31	Professions libérales

SANS ACTIVITÉ

Code CSP	Libellé CSP
81	Chômeur n'ayant jamais travaillé
83	Militaires du contingent
84	Élèves, Etudiants
85	Personnes diverses sans activité professionnelle de moins de 60 ans (sauf retraités)
86	Personnes diverses sans activité professionnelle de 60 ans et plus (sauf retraités)

RETRAITÉ

Code CSP	Libellé CSP	Code CSP	Libellé CSP
10	Agriculteurs exploitants	47	Techniciens
21	Artisans	48	Contremaîtres, agents de maîtrise
22	Commerçants et assimilés	52	Employés civils et agents de service de la fonction publique
23	Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus	53	Policiers et militaires
24	Chefs d'entreprise moins de 10 salariés	54	Employés administratifs d'entreprise
31	Professions libérales	55	Employés de commerce
33	Cadres de la fonction publique	56	Personnels des services directs aux particuliers
34	Professeurs, professions scientifiques	62	Ouvriers qualifiés de type industriel
35	Professions de l'information, des arts et des spectacles	63	Ouvriers qualifiés de type artisanal
37	Cadres administratifs et commerciaux d'entreprise	64	Chauffeurs
38	Ingénieurs et cadres techniques d'entreprise	65	Ouvriers qualifiés de la manutention, du magasinage et du transport
42	Professeurs des écoles, instituteurs et assimilés	67	Ouvriers non qualifiés de type industriel
43	Professions intermédiaires de la santé et du travail social	68	Ouvriers non qualifiés de type artisanal
44	Clergé, religieux	69	Ouvriers agricoles
45	Professions intermédiaires administratives de la fonction publique	81	Chômeurs n'ayant jamais travaillé
46	Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises		

ANNEXE 2 – Personne Politiquement Exposée, Données personnelles**PERSONNE POLITIQUEMENT EXPOSÉE**

Je suis une personne politiquement exposée si :

- J'exerce ou j'ai cessé d'exercer au cours des 12 derniers mois une fonction politique, juridictionnelle ou administrative pour le compte d'un État y compris de l'État français⁽¹⁾,
- ou je suis un membre direct de la famille d'une personne exerçant ou ayant exercé une telle fonction⁽²⁾,
- ou je suis étroitement associé(e) à une personne exerçant ou ayant exercé une telle fonction⁽³⁾.

(1) *Chef d'État, chef de gouvernement, membre d'un gouvernement national ou de la Commission européenne ; membre d'une assemblée parlementaire nationale ou du Parlement européen, membre de l'organe dirigeant d'un parti ou groupement politique soumis aux dispositions de la loi n°88-227 du 11 mars 1988 (loi relative à la transparence financière de la vie politique) ou d'un parti ou groupement politique étranger ; membre d'une cour suprême, d'une cour constitutionnelle ou d'une autre haute juridiction dont les décisions ne sont pas, sauf circonstances exceptionnelles, susceptibles de recours ; membre d'une cour des comptes ; dirigeant ou membre de l'organe de direction d'une banque centrale ; ambassadeur ou chargé d'affaires ; officier général ou officier supérieur assurant le commandement d'une armée ; membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance d'une entreprise publique ; directeur, directeur adjoint, membres du conseil d'une organisation internationale créée par un traité, ou une personne qui occupe une position équivalente en son sein ; les personnes physiques exerçant les fonctions considérées comme étant des fonctions publiques importantes figurant sur la liste publiée par la Commission européenne sur la base de l'article 20bis, paragraphe 3, de la directive 2015/849.*

(2) *Le conjoint ou le concubin notoire ; le partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou par un contrat de partenariat enregistré en vertu d'une loi étrangère ; les enfants, ainsi que leur conjoint, leur partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou par un contrat de partenariat enregistré en vertu d'une loi étrangère ; les ascendants au premier degré.*

(3) *Les personnes physiques qui, conjointement avec les PPE, sont bénéficiaires effectifs⁽¹⁾ d'une personne morale, d'un placement collectif, d'une fiducie ou d'un dispositif juridique comparable de droit étranger ; les personnes physiques qui sont les seuls bénéficiaires effectifs d'une personne morale, d'un placement collectif, d'une fiducie ou d'un dispositif juridique comparable de droit étranger connu pour avoir été établi au profit des PPE ; toute personne physique connue comme entretenant des liens d'affaires étroits⁽²⁾ avec les PPE.*

Cette liste est limitative.

[1] *Un bénéficiaire effectif se définit comme toute personne physique possédant, directement ou indirectement, plus de 25 % du capital ou des droits de vote de la société (par exemple, le capital de la SAS peut être distinct des droits de vote s'il existe des actions de préférence) ou, à défaut, une personne qui exerce un contrôle sur les organes de direction ou de gestion de la société ou sur l'assemblée générale de ses associés ou actionnaires.*

[2] *La présence d'un lien d'affaires : le lien est en principe de nature commerciale, mais peut recouvrir également des intérêts économiques de nature civile. Le caractère « étroit » d'un lien peut tenir soit à la régularité des interventions de la personne physique proche de la PPE, soit à l'importance de son action sur les affaires de la PPE.*

DONNEES PERSONNELLES

Conformément à la réglementation sur la protection des données personnelles, les données personnelles de l'adhérent sont traitées par Abeille Vie et Abeille Epargne Retraite, en leur qualité de responsable de traitement. Ces traitements ont pour finalité :

- la passation, la gestion et l'exécution du contrat ayant pour base juridique l'exécution du contrat et/ou de mesures précontractuelles ;
- la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et l'échange automatique d'informations sur les comptes financiers (y compris dans le cadre des évactions fiscale(s) internationale(s) (FATCA)) ayant pour base juridique le respect d'obligations légales ;
- la lutte contre la fraude à l'assurance pouvant conduire à l'inscription sur une liste de personnes présentant un risque de fraude ayant pour base juridique l'intérêt légitime d'Abeille Vie et d'Abeille Epargne Retraite à défendre les intérêts des assurés, la défense de l'image de marque Abeille Assurances, la préservation des droits de la société et des intérêts de la collectivité des assurés ;
- la gestion commerciale des clients (dont les opérations de gestion) ayant pour base juridique l'intérêt légitime du responsable de traitement à l'assurance de la satisfaction des clients ;
- la prospection commerciale ayant pour base juridique l'intérêt légitime du responsable de traitement à la proposition à ses clients de produits et services analogues.

La fourniture des données de l'adhérent est strictement nécessaire à la passation, à la gestion et à l'exécution du contrat ; la non-fourniture de ces données empêchera la conclusion du contrat. Les données nécessaires à l'exécution du contrat, à la gestion de la relation client et au respect d'obligations légales sont conservées pendant la durée de la relation contractuelle augmentée des prescriptions légales applicables.

Les données des personnes inscrites sur la liste des personnes présentant un risque de fraude sont supprimées cinq ans après leur inscription. En cas de procédure judiciaire, ces données sont conservées jusqu'au terme de la procédure puis archivées suivant les délais de prescriptions légales applicables. Les données utiles à la prospection commerciale sont conservées pendant une durée de trois ans à compter de la fin de la relation commerciale ou du dernier contact émanant de l'adhérent.

Les destinataires des données de l'adhérent sont, dans le strict cadre des finalités énoncées et dans la limite de leurs attributions : les personnels d'Abeille Vie et d'Abeille Epargne Retraite ou des entités filiales d'Abeille Assurances Holding auxquelles ils appartiennent, de ses délégués de gestion, prestataires, partenaires, sous-traitants, réassureurs, le cas échéant, s'il y a lieu les autorités administratives et judiciaires, les organismes d'assurance ou les organismes sociaux des personnes impliquées, les intermédiaires d'assurance, ainsi que les personnes intéressées au contrat. Les destinataires peuvent éventuellement se situer dans des pays en dehors de l'Union européenne. Ces transferts sont encadrés par l'usage de garanties appropriées consultables sur demande.

L'information à jour concernant le traitement des données personnelles de l'adhérent est consultable sur le site internet abeille-assurances.fr (rubrique « Données personnelles »).

En qualité de responsable de traitement, Abeille Vie et Abeille Epargne Retraite ont désigné auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés un délégué à la protection des données dont les coordonnées sont les suivantes : Abeille Assurances – DPO – Direction de la Conformité – 80 avenue de l'Europe - 92270 Bois-Colombes, France.

L'adhérent dispose des droits d'accès, de rectification, d'effacement et de portabilité de ses données, des droits d'opposition et de limitation du traitement.

Ces droits peuvent être exercés via le formulaire en ligne ci-dessous :

<https://www.abeille-assurances.fr/droits-rgpd.html> accessible en se connectant sur le site abeille-assurances.fr, la rubrique « Données Personnelles », la section « Quels sont vos droits et comment les exercer ? » et en cliquant sur « J'exerce mes droits »

ou par courrier adressé à : **Abeille Assurances - Service Réclamations - TSA 72710 - 92895 Nanterre Cedex 9, France.**

L'adhérent dispose également du droit d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle telle que l'Autorité de protection des données (APD).

ANNEXE 3 – Pièces justificatives

N.B. : Une attestation établie par l'adhérent ne peut en aucun cas être acceptée comme un justificatif.

Origine des fonds	Pièces justificatives à joindre
Revenus d'une activité pro / retraite	<ul style="list-style-type: none"> • Copie des 3 derniers bulletins de salaire • Ou copie du dernier avis d'imposition • Ou copie de l'attestation de paiement de retraite • Copie du relevé bancaire sur lequel figure le versement des fonds
Indemnités / Dommages et intérêts	<ul style="list-style-type: none"> • Décision de justice • Ou protocole d'accord signé par les parties • Ou justificatif d'une indemnisation (licenciement, assurance...) • Copie du relevé bancaire sur lequel figure le versement des fonds
Vente d'un bien immobilier	<ul style="list-style-type: none"> • Attestation notariée comprenant le prix de vente et le montant revenant à l'adhérent/assuré • Ou copie intégrale de l'acte de vente certifiée par le notaire • Copie du relevé bancaire sur lequel figure le versement des fonds <p>Si le vendeur est une SCI, en complément :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Copie des statuts détaillant la répartition des parts • Ou copie de la délibération d'AG permettant de déterminer l'affectation du prix aux associés
Vente parts société / fonds de commerce	<p>Si la cession de droits sociaux est constatée par un acte :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Copie intégrale de l'acte de vente ou, du protocole de cession certifié par un tiers (administration fiscale, greffe du tribunal de commerce, avocat, notaire) • Ou attestation d'un notaire ou d'un avocat certifiant la vente son prix et le montant revenant à l'adhérent • Copie du relevé bancaire sur lequel figure le versement des fonds <p>Si la cession de droits sociaux n'est pas constatée par un acte :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Copie du formulaire n°2759-SD visé par l'Administration fiscale • Copie du relevé bancaire sur lequel figure le versement des fonds
Donation	<p>Si la donation est inférieure à 5 000€ :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Attestation sur l'honneur précisant le montant, la date, et le lien de parenté • Ou complétude de l'attestation donation / présent d'usage à disposition sur le site de la Compagnie • Copie du relevé bancaire sur lequel figure le versement des fonds <p>Si la donation est supérieure à 5 000€ :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Copie de l'acte de donation notarié • Ou copie de l'imprimé CERFA n°2735 ou CERFA n°2731 visé par les services fiscaux et/ou preuve du dépôt du CERFA • Ou complétude de l'attestation donation / présent d'usage à disposition sur le site de la Compagnie • Copie du relevé bancaire sur lequel figure le versement des fonds
Bénéfice assurance vie (capital décès)	<ul style="list-style-type: none"> • Copie du courrier de la compagnie confirmant le paiement et mentionnant le montant, le nom du bénéficiaire • Copie du relevé bancaire sur lequel figure le versement des fonds <p>S'il s'agit d'un réemploi de capital décès d'un contrat existant Afer/Abeille :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Copie du courrier sinistre
Trésorerie d'entreprise	<ul style="list-style-type: none"> • Attestation de l'expert-comptable ou du CAC qui identifie le montant reçu par le client • Ou PV d'Assemblée Générale votant la distribution avec précision du montant reçu par le client • Copie des statuts à jour de la société • Copie du relevé bancaire sur lequel figure le versement des fonds
Débloqué épargne (assurance vie, PEA...)	<ul style="list-style-type: none"> • Copie du courrier de rachat/avis d'opération • Copie du relevé bancaire sur lequel le versement est effectué
Epargne + 6 mois sur CC, livret A, CSL ...	<ul style="list-style-type: none"> • Copie du relevé à 6 mois sur lequel les fonds sont disponibles • Copie du relevé de compte payeur de prime à date <p>Si les fonds ont transité entre différents comptes, la traçabilité bancaire devra être établie</p>
Vente d'un véhicule	<ul style="list-style-type: none"> • Copie du CERFA n°15776*02 - certificat de cession d'un véhicule d'occasion signé par les 2 parties et accompagné de la carte grise barrée <p>S'il s'agit de la vente de véhicule non terrestre à moteur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Acte de vente ou attestation signée par les parties précisant la date et le montant • Copie du relevé bancaire sur lequel figure le versement des fonds
Vente d'une œuvre d'art	<ul style="list-style-type: none"> • Copie de la facture de la vente contenant le montant et la date • Ou attestation d'une maison de vente précisant le montant et la date • Copie du formulaire n°2091-SD visé par l'Administration fiscale • Ou copie du formulaire n°2092-SD visé par l'Administration fiscale • Copie du relevé bancaire sur lequel figure le versement des fonds
Bon de capitalisation	<ul style="list-style-type: none"> • Copie du courrier de la compagnie confirmant le paiement et mentionnant le montant, le nom du bénéficiaire et la date d'effet du contrat • Copie du relevé bancaire sur lequel figure le versement des fonds